



## Enquête sur l'emploi et le secteur informel

Appui à la formation du personnel de collecte et à la  
supervision technique de la collecte

Du 25 au 31 janvier 2010

***Rapport final***

Par  
Arouna A. NJOYA  
Consultant

Février 2010

## **1. Contexte et objectifs de la mission**

Cette deuxième mission fait suite à une première réalisée à la fin de l'année 2009 qui avait permis d'apporter un appui technique pour la préparation méthodologique et des outils de collecte de l'enquête sur l'emploi et le secteur informel.

Les travaux de collecte des informations pour la première phase (Enquête sur l'emploi) ont été réalisés durant les deux dernières semaines de l'année 2009 et conformément à la méthodologie retenue il est question de rééditer ces travaux pour la phase 2 (Enquête sur le secteur informel).

La présente mission avait pour objectif principal d'apporter un appui technique à la réalisation de l'Enquête sur le secteur informel

Les objectifs spécifiques étaient les suivants :

- Appuyer l'INE dans la formation des agents enquêteurs ;
- Faire des propositions dans l'amélioration du questionnaire et d'autres aspects méthodologiques ;
- Participer à la supervision de l'enquête ;
- Appuyer l'équipe technique dans la définition du plan d'analyse.

Le présent rapport de mission rend compte des travaux de la mission. Il comprend quatre annexes :

- Annexe 1 : Calendrier des activités de la mission ;
- Annexe 2 : Liste des principales consignes rappelées lors de la formation et de la supervision ;
- Annexe 3 : Plan du rapport principal de l'enquête sur le secteur informel ;
- Annexe 4 : Termes de référence de la mission.

## **2. Déroulement de la mission**

Avant toute chose, le consultant tient à remercier du profond du cœur M. Orlando Monteiro, responsable de l'équipe technique de l'enquête et M. René Charles Sylva, Directeur des statistiques démographiques et sociales pour leur chaleureux accueil, leur disponibilité et leur franche collaboration. Il remercie également tous les autres personnels de l'INE qui ont contribué à la réussite de la mission.

La mission a eu lieu du 25 au 31 janvier 2010. Les activités ont consisté essentiellement en la participation à la formation des personnels de collecte, en la finalisation de la préparation de la collecte et en la participation à la supervision de la collecte au démarrage de celle-ci. Par ailleurs, la mission a travaillé à finaliser un plan de rédaction du rapport de résultats de l'enquête.

Le consultant a pris part aux deux dernières journées de formation des personnels de collecte les 26 et 27 janvier 2010. Lors de cette participation, il est revenu sur plusieurs points équivoques pour les éclairer et rappeler les consignes de collecte à respecter (voir l'annexe 2). Il a également donné des précisions sur les points non compris, retenus par l'équipe des formateurs. La formation n'incluant pas de volet test pratique du questionnaire, il a été proposé et obtenu que les agents enquêteurs fassent individuellement plus de pratique à travers un exemple concret traité par chacun d'eux.

La finalisation de la préparation technique de la collecte a permis de faire une relecture minutieuse et une mise en forme correcte du questionnaire. Des conseils ont également été donnés sur la gestion de l'échantillon des UPI, notamment en en constituant un fichier électronique dont une maquette a été fournie au responsable de l'enquête.

La collecte des informations a démarré le 29 janvier à Praia. La mission a participé au déploiement des équipes sur le terrain et a assisté aux interviews dans les quartiers de Calebaceira et Ponta di agua. Lors de cette descente, de nombreux conseils ont été donnés sur la façon de poser certaines questions, sur la nécessité de les adapter à la nature de l'activité (commerce, service, fabrication), sur le niveau des détails à enregistrer en ce qui concerne les ventes et les charges.

Cette descente a également permis de constater que plusieurs UPI visitées (4 sur 6) sont installées à domicile mais dans un local construit pour l'activité. Il a donc été recommandé de revenir sur une modification du

questionnaire qui mettait ensemble toutes les activités réalisées à domicile. Cette modification a été faite alors que le questionnaire était déjà en cours de reprogrammation.

Le 30 janvier, le déploiement a concerné l'intérieur de l'île de Santiago. La mission a, comme la veille, assisté aux interviews dans les villages de Achada Costa, Orgaos Pequeno et dans la ville de Assomada. Là encore, des conseils ont été réitérés sur la façon de poser certaines questions. Le contrôle des premiers questionnaires remplis a été réalisé et sur cette base, un débriefing à chaud a été fait sur les points pas encore bien assimilés par les enquêteurs.

Le démarrage de la collecte des informations a été possible car l'INE a décidé d'abandonner le projet de scannage du questionnaire initialement prévu. Cette première option aurait nécessité un délai non négligeable pour la mise en forme appropriée du questionnaire. L'option choisie d'une saisie manuelle est plus traditionnelle et la mission a indiqué au responsable de l'enquête que l'ensemble des programmes de saisie et d'apurement sur CSPRO ainsi que les programmes de calcul d'indicateurs et de tabulation sur SPSS sont disponibles sur le KIT 1-2-3. Ces programmes sont disponibles pour toutes les phases et pour tous les pays ayant réalisé une enquête 1-2-3 jusqu'en 2005. Ce KIT 1-2-3 a été remis par le consultant aux responsables de l'enquête lors de la première mission.

Les travaux sur le plan d'analyse ont consisté en la finalisation du plan sommaire qui avait été proposé lors de la première mission. Dans le plan sommaire du rapport principal initialement proposé, l'objectif de chacun des chapitres était décliné. Il a été complété avec les maquettes des principaux tableaux. Ce plan est largement inspiré du rapport type de la phase 2 des enquêtes 1-2-3. Tous les rapports élaborés à partir des enquêtes 1-2-3 réalisés dans tous les pays jusqu'en 2005 sont disponibles au format Word dans le KIT 1-2-3.

Le temps imparti à la mission n'a pas pu permettre aux responsables de l'enquête d'organiser la validation du plan d'analyse proposé comme indiqué dans les termes de référence de la mission.

Une séance de restitution des travaux de la mission a eu lieu le 29 janvier en fin de journée avec les responsables de l'enquête. Celle-ci a permis de revenir sur les principaux points sur lesquels le contrôle des questionnaires et la supervision devront insister pour une réussite de l'enquête. Elle a également permis d'insister sur la nécessité d'un contrôle systématique des questionnaires et d'une supervision serrée surtout au démarrage de l'enquête.

### **3. Conclusion, recommandations et perspectives**

Cette mission a permis d'apporter aux agents enquêteurs des précisions et des corrections indispensables à la réussite de la collecte des informations sur le secteur informel. Elle a également permis de renforcer les capacités de l'équipe d'encadrement sur le contrôle des questionnaires et la supervision technique de l'opération.

Il est recommandé que le contrôle des questionnaires soit systématique et rapide afin de permettre aux enquêteurs de corriger et de compléter assez rapidement les questionnaires. Il est également recommandé que le manuel de collecte soit rapidement finalisé et mis à la disposition de tous les personnels de terrain. Ce document n'est pas facultatif car il sert de référence pour tout le monde en ce qui concerne les consignes de collecte.

Les prochaines étapes concernent, dans l'immédiat, la poursuite du déploiement des équipes de collecte et la collecte des informations proprement dite. Suivront alors la phase délicate d'exploitation informatique (saisie, apurement et tabulation) et la phase d'analyse des résultats. L'INE devra pour ces deux phases nécessiter une assistance technique afin d'arriver à un rapport de qualité dans les meilleurs délais.

## **ANNEXE 1**

### **CALENDRIER DES ACTIVITES DE LA MISSION**

<b>Date</b>	<b>Activités</b>
Lundi 25 janvier	- Arrivée du consultant à Praia.
Mardi 26 janvier	- Participation à la formation du personnel de collecte.
Mercredi 27janvier	- Participation à la formation du personnel de collecte.
Jeudi 28 janvier	- Finalisation du questionnaire et de la préparation de la collecte ; - Relecture des questionnaires de la phase pilote.
Vendredi 29 janvier	- Déploiement sur le terrain à Praia, supervision de la collecte ; - Travaux sur le plan d'analyse. - Réunion de débriefing de la mission
Samedi 30 janvier	- Déploiement sur le terrain à l'intérieur de l'île de Santiago, supervision de la collecte ; - Travaux sur le plan d'analyse.
Dimanche 31 janvier	- Départ du consultant de Praia.

## ANNEXE 2

### PRINCIPALES CONSIGNES RAPPELEES LORS DE LA FORMATION ET DE LA SUPERVISION

Interrogation/référence/observation	Consigne
<u>Général</u> : Quelles activités sont à exclure de la phase 2 ?	- L'enquête sur le secteur informel se limite aux activités non agricoles. Il s'agit en fait d'exclure toutes les activités de production directe et de vente de la production dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage. Par contre, toute activité de transformation, même légère, de sa propre production doit être prise en compte. Par exemple un éleveur de vache qui vend sa production de lait ne doit pas être pris en compte. Par contre si cet éleveur transforme une partie de sa production de lait en fromage qu'il revend, il doit être pris en compte pour cette activité de transformation de lait en fromage.
<u>Général</u> : Est-il possible d'avoir des UPI qui importent des biens ?	- Oui, cela est possible. Il y a l'exemple des produits qui viennent du Sénégal (crevettes, fruits et autres) et d'autres pays par des bagages privés et qui sont revendus sur place.
<u>Général</u> : Que faire lorsqu'on il n'y a pas d'UPI en phase 2 ?	- Il est possible que les critères d'identification d'une UPI n'aient pas été bien appliqués en phase1, on se rend alors compte qu'il n'y pas d'UPI. Un questionnaire doit être produit. La page de garde et le module S seront remplis. En fait, il faut nécessairement un questionnaire pour une UPI de la base quelle que soit la situation trouvée sur le terrain. Des observations suffisantes doivent être mentionnées sur le questionnaire pour expliquer son non remplissage complet.
<u>Général</u> : Contrôle de la qualité des comptes établis	- Il est difficile de juger de la qualité des comptes établis pour les UPI. L'accent doit être mis sur une collecte exhaustive des recettes et des différentes charges. Un calcul simple permet cependant de faire une vérification globale. Il s'agit de la recette totale mensuelle obtenue en additionnant les totaux des tableaux C2, C3 et C4 à laquelle on retranche la somme totale des charges courantes qui correspond au total du tableau D4. Cette quantité dénommée <b>revenu brut</b> doit en principe être positive. Si elle est nulle ou négative, cela signifie que l'activité n'est pas rentable, ce qui est rarement le cas dans le secteur informel. On devra donc pour chaque UPI calculer le revenu brut, s'il est trop petit ou négatif, on devra revisiter les informations collectées.
<u>Section B</u> : Remplissage pour le chef de l'UPI	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le chef de l'UPI n'est pas un salarié de son établissement, il doit absolument n'être décompté que parmi les non salariés.</li> <li>- Des codes appropriés sont réservés à certaines questions pour le chef de l'UPI. Il faut être attentif à cela et ne pas leur affecter d'autres codes.</li> <li>- Au tableau B3, il n'est pas nécessaire de demander la rémunération du chef de l'UPI car cette rémunération sera obtenue par calcul après établissement des comptes.</li> <li>- Au tableau B4 également, il n'est pas nécessaire de remplir la ligne du chef de l'UPI sauf pour la colonne INPS s'il y est inscrit à titre individuel. Il s'agit beaucoup plus de récupérer ces informations pour les travailleurs dépendants (salariés, aides familiales, apprentis et autres).</li> </ul>
<u>Section C</u> : Activités de restauration et de production d'aliments (pâtisserie, confiserie, etc.)	- L'enquête des activités de restauration et plus généralement de production de biens d'alimentation doit faire face à la consommation par le promoteur ou les membres de son ménage d'une partie de sa production. On doit enregistrer la production ainsi autoconsommée dans les ventes en l'estimant au prix de vente de la partie vendue et en indiquant clairement la destination de cette « vente » particulière qui est autoconsommation. Si cette autoconsommation n'est pas enregistrée, les comptes de telles UPI seront faussés par une surestimation de leurs matières premières.
<u>Section C</u> : Activités d'achat et de revente	- Dans les activités d'achat et de revente de biens, l'on doit faire très attention dans le calcul du coût mensuel d'achat des produits revendus. Ce coût doit être calculé simplement pour les produits vendus dans le mois. Un calcul devra être nécessaire lorsque l'unité de vente n'est pas celui d'achat. Par exemple, pour une unité qui vend du riz au kilo mais qui en achète en sac de 50 kg, si cette unité a vendu 30 kg de riz au cours du mois, il faut faire un calcul, à partir du prix du sac de 50 kg pour trouver le coût des 30 kg qui ont été vendus.
<u>Sections C et D</u> : Enregistrement des activités de restauration	- On doit faire attention à l'enregistrement des activités de restauration qui sont des services. Il s'agit des activités de cuisson/préparation de repas ou d'aliments et de boissons prêts à être consommés (plats préparés, grillades, sandwichs, bar, rafraîchissants, etc.). Ne sont pas incluses les activités de production et vente simple de pain et de gâteaux (pâtisserie). Les ventes des activités de restauration doivent être enregistrées dans le tableau C4 et les aliments qui sont rentrés dans la préparation dans le tableau D1a.

Interrogation/référence/observation	Consigne
<u>Section C et D</u> : Le travail à façon	<ul style="list-style-type: none"> <li>- On qualifie de travail à façon le fait pour une unité de recevoir de son client la matière première qu'elle va transformer en produit fini. C'est le cas très souvent des unités de couture et de menuiserie. Dans une telle situation, le montant des ventes doit être enregistré dans le tableau C2 et il doit inclure le coût de la matière première apportée par le client et le coût du service. Le coût de la matière première doit quant à lui être enregistré dans le tableau D1a. Si cette opération n'est pas réalisée la production de ces activités sera sous-estimée.</li> </ul>
<u>Section D</u> : UPI produisant elles-mêmes partie ou totalité de leurs matières premières	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Certaines unités de production peuvent produire elles-mêmes les matières premières qu'elles utilisent. C'est généralement le cas dans la transformation des produits agricoles ou d'élevage (une exploitation de canne à sucre qui produit de la liqueur, un élevage de vaches qui produit du fromage, etc.). Dans ce type d'unités, l'on ne doit saisir que l'activité de transformation. Dans les charges (D1a), l'on doit enregistrer le montant des matières premières autoproduites. L'estimation de ce montant doit considérer le prix local de cette matière première.</li> <li>- Si le coût des matières premières n'est pas pris en compte pour ce type d'UPI, on aboutira à une surestimation de leur valeur ajoutée.</li> </ul>
<u>Tableau D4</u> : Transport, Restauration	<ul style="list-style-type: none"> <li>- On doit toujours s'assurer, lorsque l'activité est exercée hors du domicile, qu'on a récupéré les frais de transport pour aller au travail et les frais de restauration sur le lieu de travail.</li> </ul>
<u>Question DC6a</u> : Remplissage du rythme de l'activité au cours des 12 derniers mois	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ce tableau est très important car c'est lui qui permettra d'annualiser les informations obtenues mensuellement. Il est indispensable que l'on lui accorde le plus grand soin en prenant tout le temps qu'il faut pour bien le remplir. Il peut être laborieux à remplir car il fait appel à la mémoire de l'enquêteur mais on doit être patient et toujours bien préciser ce qu'on veut c'est-à-dire de savoir pour chacun des mois de l'année 2009 si l'activité de l'UPI a été maximale, minimale ou moyenne.</li> <li>- Il est à noter qu'il n'y a pas de mois minimum sans mois maximum et inversement. On peut avoir plusieurs mois minimum ou plusieurs mois maximum. On peut n'avoir que des mois minimum et des mois maximum (sans mois moyens).</li> <li>- On doit demander systématiquement s'il y a eu des mois sans activité. En effet dans plusieurs unités informelles, une indisponibilité du promoteur (maladie, voyage, etc.) se traduit par un arrêt temporaire de l'activité de l'UPI.</li> <li>- Pour les UPI créées au cours de l'année 2009, les mois d'avant leur création doivent être remplis comme des mois sans activité.</li> </ul>
<u>Question DC6b</u> : Recette maximale et recette minimale	<ul style="list-style-type: none"> <li>- On doit s'efforcer d'obtenir la recette mensuelle minimale et la recette mensuelle maximale. Si l'enquêteur a du mal à évaluer au mois ses recettes, on peut l'aider en partant d'une recette minimale (ou maximale) journalière ou hebdomadaire.</li> <li>- On doit s'assurer que la recette totale mensuelle obtenue en additionnant les totaux des tableaux C2, C3 et C4 est comprise entre la recette minimale et la recette maximale. Par ailleurs, il doit y avoir une cohérence entre la recette totale mensuelle (Total C2 + C3 + et C4), la recette minimale, la recette maximale et le tableau de DC6a. Ainsi, si la recette totale mensuelle est plus proche de la recette minimale (respectivement recette maximale) déclarée, le mois de décembre 2009 auquel correspond la recette totale mensuelle calculée doit être mentionné comme un mois minimum (respectivement un mois maximum).</li> </ul>
<u>Section F</u> : Quelle différence entre terrain et local ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le terrain fait référence à une parcelle de terre nue destinée à l'activité. On le retient surtout lorsque la parcelle a été louée ou achetée pour l'exercice de l'activité.</li> <li>- Le local quant à lui fait référence à toute construction (provisoire ou définitive) faite pour l'activité. Il peut ne s'agir que d'une place du marché ou d'une simple étagère.</li> <li>- Le coût à estimer pour le terrain et le local n'est pas simplement celui du bien physique, il intègre celui de l'emplacement et du niveau d'activité (fonds de commerce).</li> </ul>
<u>Section F</u> : Qualité de l'équipement et coût de remplacement	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La qualité de l'équipement est considérée lors de son acquisition. Il s'agit donc de dire si l'équipement a été acheté neuf ou usagé.</li> <li>- Le coût de remplacement de l'équipement est quant à lui le coût actuel de l'équipement. Il s'agit de savoir à quel montant le promoteur de l'UPI accepterait d'acheter cet équipement à son état actuel.</li> </ul>
<u>Section F et D</u> : Emprunts des douze derniers mois	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les emprunts dont il s'agit sont ceux dont la totalité ou une grande part a été allouée à l'activité. On ne doit pas prendre en compte les emprunts ayant été affectés exclusivement aux dépenses du ménage (nutrition, santé, éducation, etc.).</li> <li>- Lorsque les réponses sur des remboursements d'emprunts affectés à l'activité ont été obtenues, le total des intérêts payés au cours des douze derniers mois doit être rapporté à douze et c'est ce résultat qui doit être reporté à la ligne 17 (Intérêts versés) du tableau D4 au niveau de la valeur mensuelle.</li> </ul>

### ANNEXE 3

## **PLAN D'ANALYSE DE L'ENQUETE SUR LE SECTEUR INFORMEL**

(Plan type des rapports de la phase 2 des enquêtes 1-2-3)

### **INTRODUCTION**

1- Contexte et objectifs

2- Définition et synthèse méthodologique

### **CONDITIONS D'ACTIVITE DES UNITES DE PRODUCTION INFORMELLES.**

Ce chapitre présente une description des unités de production en termes d'activités et de conditions d'exercice, ainsi que des informations sur le rythme de création et la durée de vie des unités de production.

Tableau : Répartition des UPI suivant le type d'emploi du chef par secteur d'activité et selon le milieu (%).

	Répartition des UPI selon le type d'emploi du chef			Répartition des UPI gérées à titre d'emploi secondaire selon l'emploi principal du chef				
	Emploi principal	Emploi secondaire	Total	Emploi principal dans le public	Emploi principal dans le privé formel	Emploi principal dans l'informel non agricole	Emploi principal dans l'informel agricole	Ensemble
<b>Urbain</b>								
Primaire			100,0					
Industrie			100,0					
Commerce			100,0					
Services			100,0					
<b>Ensemble</b>			<b>100,0</b>					
Primaire			100,0					
Industrie			100,0					
Commerce			100,0					
Services			100,0					
<b>Ensemble</b>			<b>100,0</b>					
<b>Cap Vert</b>								
Primaire			100,0					
Industrie			100,0					
Commerce			100,0					
Services			100,0					
<b>Ensemble</b>			<b>100,0</b>					

Tableau : Répartition des UPI selon l'enregistrement et la tenue d'une comptabilité par milieu et par secteur d'activité (%).

	NIF et pas de comptabilité	Comptabilité et pas de NIF	Pas de NIF et pas de comptabilité	Ensemble
<b>Urbain</b>				
Industrie				100,0
Commerce				100,0
Services				100,0
<b>Ensemble</b>				<b>100,0</b>
<b>Rural</b>				
Industrie				100,0
Commerce				100,0
Services				100,0
<b>Ensemble</b>				<b>100,0</b>
<b>Cap Vert</b>				
Industrie				100,0
Commerce				100,0
Services				100,0
<b>Ensemble</b>				<b>100,0</b>

### Structure des UPI par secteur d'activité

Tableau : Structure des UPI par branche d'activité selon le milieu (%)

Branche d'activité	Iles/Milieu					Ensemble
	Santiago	Sao Vicente	Autres îles	Urbain	Rural	
<b>Industrie</b>						
Agro-alimentaire						
Confection						
BTP						
Autres industries						
<b>Commerce</b>						
Commerce de gros						
Commerce de détail						
<b>Services</b>						
Transport						
Restauration						
Réparation						
Autres services						
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Tableau : Structure des emplois non agricoles par branche d'activité selon le secteur institutionnel (%)

Branche d'activité	Secteur institutionnel			Ensemble
	Public	Privé formel	Informel non agricole	
<b>Industrie</b>				
Agro-alimentaire				
Confection				
BTP				
Autres industries				
<b>Commerce</b>				
Commerce de gros				
Commerce de détail				
<b>Services</b>				
Transport				
Restauration				
Réparation				
Autres services				
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

### Conditions d'activité

Tableau : Type de local selon la branche d'activité et le milieu (%)

Branche d'activité	Urbain				Rural				Cap Vert			
	Sans local	Domi-cile	Avec local	Total	Sans local	Domi-cile	Avec local	Total	Sans local	Domi-cile	Avec local	Total
<b>Industrie</b>				<b>100,0</b>				<b>100,0</b>				<b>100,0</b>
Agro-alimentaire				100,0				100,0				100,0
Confection				100,0				100,0				100,0
BTP				100,0				100,0				100,0
Autres industries				100,0				100,0				100,0
<b>Commerce</b>				<b>100,0</b>				<b>100,0</b>				<b>100,0</b>
Commerce de gros				100,0				100,0				100,0
Commerce de détail				100,0				100,0				100,0
<b>Services</b>				<b>100,0</b>				<b>100,0</b>				<b>100,0</b>
Transport				100,0				100,0				100,0
Restauration				100,0				100,0				100,0
Réparation				100,0				100,0				100,0
Autres services				100,0				100,0				100,0
<b>Total</b>				<b>100,0</b>				<b>100,0</b>				<b>100,0</b>

Tableau : Principales raisons de la non disposition d'un local par branche d'activité (%)

Branche d'activité	Raison d'exercice de l'activité sans local					Total
	N'a pas trouvé de local disponible	N'a pas les moyens de louer ou d'acheter un local	Exerce son activité avec plus de facilité	N'en a pas besoin	Autre	
<b>Industrie</b>						<b>100,0</b>
Agro-alimentaire						100,0
Confection						100,0
BTP						100,0
Autres industries						100,0
<b>Commerce</b>						<b>100,0</b>
Commerce de gros						100,0
Commerce de détail						100,0
<b>Services</b>						<b>100,0</b>
Transport						100,0
Restauration						100,0
Réparation						100,0
Autres services						100,0
<b>Total</b>						<b>100,0</b>

Tableau : Taux d'accès aux services publics des UPI ayant un local professionnel par secteur d'activité et selon le milieu (%)

Secteur d'activité	Urbain			Rural			Cap Vert		
	Eau	Electricité	Téléphone	Eau	Electricité	Téléphone	Eau	Electricité	Téléphone
Industrie									
Commerce									
Services									
<b>Total</b>									

### Démographie des unités de production

Tableau : Répartition des UPI selon leur ancienneté par milieu

	0-4 ans	5-9 ans	10-14 ans	15-19 ans	20-24 ans	25-29 ans	30-34 ans	35 ans et plus	Total
Urbain									100
Rural									100
<b>Ensemble</b>									<b>100</b>

Tableau : Création brute des UPI par secteur d'activité, par milieu de résidence et par type de local

	Avant 1998	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Secteur d'activité</b>													
Industrie													
Commerce													
Service													
<b>Milieu de résidence</b>													
Urbain													
Rural													
<b>Type de local</b>													
Activité sans local													
Activité à domicile													
Activité avec local													
<b>Cap Vert</b>													

## MAIN-D'OEUVRE ET EMPLOIS DANS LE SECTEUR INFORMEL

Ce chapitre approfondit l'étude des caractéristiques des actifs du secteur informel en terme de taille des UPI, de statut des employés, de durée du travail, de rémunérations, de caractéristiques démographiques des actifs et de dynamique de création d'emplois.

### Taille des UPI

Tableau : Répartition des UPI en fonction de leur taille par secteur d'activité et milieu (%)

	Iles/Milieu de résidence				Secteur d'activité				Cap Vert
	Santiago	Sao Vicente	Autres îles	Urbain	Rural	Industrie	Commerce	Services	
Une personne									
Deux personnes									
Trois personnes									
Plus de trois pers.									
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
<b>Taille moyenne (par personne)</b>									

### Taux de salarisation

Tableau : Répartition des UPI selon le type d'emploi par secteur d'activité et milieu

	Iles/Milieu de résidence				Secteur d'activité				Cap Vert
	Santiago	Sao Vicente	Autres îles	Urbain	Rural	Industrie	Commerce	Services	
Auto-emploi									
Non salarial									
Salarial									
Mixte									
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
<b>Taux de salarisation (%)</b>									

### Statut des employés

Tableau : Caractéristiques des emplois dépendants selon le statut et selon le milieu (%)

	Proportion d'employés permanents	Répartition selon le type de contrat				Primes	Congés payés	Participati on aux bénéfices	Cotisa- tions sociales	Aucun lien de parenté avec le chef
		Contrat écrit	Contrat oral	A l'essai	Pas de contrat					
Statut										
Salariés										
Apprentis payés										
Apprentis non payés										
Aides familiaux										
Iles/Milieu										
Santiago										
Sao Vicente										
Autres îles										
Urbain										
Rural										
Ensemble										

NB : Les emplois dépendants sont ceux exercés par la main-d'œuvre du secteur informel (salariés, apprentis, aides familiaux). La dernière colonne correspond au % de la main-d'œuvre qui n'est pas apparentée au chef d'UPI.

## Durée du travail

Tableau : Durée hebdomadaire de travail selon le milieu et le secteur d'activité

	Santiago	Sao Vicente	Autres îles	Urbain	Rural	Cap Vert
<b>Répartition des actifs par rapport aux tranches horaires (en %)</b>						
Moins de 24 h						
De 24 h à 40 h						
De 41 h à 48 h						
De 49 h à 60 h						
Plus de 60 h						
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
<b>Durée moyenne de travail par semaine (en heures)</b>						
Industrie						
Commerce						
Services						
<b>Ensemble</b>						

## Caractéristiques sociodémographiques des actifs du secteur informel

Tableau : Caractéristiques démographiques des actifs informels par statut et secteur d'activité

	Répartition (en %)	% de femmes	% de jeunes de moins de 25 ans	Age moyen (années)	Niveau d'études (années)	Ancienneté moyenne (années)
<b>Statut</b>						
Patron						
Travailleur pour compte propre						
Salarié						
Apprenti payé						
Apprenti non payé						
Aide familial						
Associé						
<b>Secteur d'activité</b>						
Industrie						
Commerce						
Services						
<b>Ensemble</b>	<b>100,0</b>					

## Niveau des rémunérations

Tableau : Rémunération selon le milieu de résidence

	Santiago	Sao Vicente	Autres îles	Urbain	Rural	Cap Vert
Revenu mensuel moyen (en milliers de ECV)	43,2	63,4	30,4	41,9	21,0	<b>29,6</b>
Revenu mensuel médian (en milliers de ECV)	26,0	43,0	14,0	22,0	7,0	<b>11,0</b>
Revenu horaire moyen (en ECV)	226,3	302,2	179,6	226,3	178,6	<b>203,5</b>

Tableau : Rémunération dans le secteur informel

	Revenu mensuel moyen (milliers de ECV)	Revenu mensuel médian (milliers de ECV)	Revenu horaire moyen (ECV)		Revenu mensuel moyen (milliers de ECV)	Revenu mensuel médian (milliers de ECV)	Revenu horaire moyen (ECV)
<i>Branche d'activité</i>				<i>Statut</i>			
<b>Industrie</b> Agro-alimentaire Confection BTP Autres industries				Patron			
				compte propre			
				Salarié			
				Apprenti payé			
				Apprenti non payé			
<b>Commerce</b> Commerce de gros Commerce de détail				Aide familial			
				<i>Scolarité</i>			
<b>Services</b> Transport Restauration Réparation Autres services				Non scolarisé			
				Primaire			
				Secondaire 1 <sup>er</sup> cycle			
				Secondaire 2 <sup>nd</sup> cycle et supérieur			
				<i>Apprentissage</i>			
<i>Sexe</i>				Ecole technique			
Homme				Grande entreprise			
Femme				Petite entreprise			
<b>Ensemble</b>				Tout seul, pratique			

*Dynamique de création d'emplois*

Tableau : Répartition des actifs selon leur ancienneté et leur statut

Ancienneté	Patron	Travailleur pour compte propre	Salarié	Apprenti payé	Apprenti non payé	Aide familial	Associé	Ensemble
Moins de 1 an								
1 an								
2 à 4 ans								
5 à 9 ans								
10 ans et plus								
<b>Total</b>	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

## CAPITAL, FINANCEMENT ET INVESTISSEMENT

En amont de la production des biens et services, il y a l'utilisation des principaux facteurs de production que sont le travail et le capital. Après l'examen du facteur travail dans le chapitre précédent, celui-ci examine le capital des UPI. Il s'agit de l'ensemble des biens durables (terrains, locaux, véhicules, mobilier, machines, outillage, etc.) dont elles disposent dans l'exercice de leurs activités. Le chapitre aborde notamment la composition du capital, ses caractéristiques, son financement et sa constitution.

### Valeur du capital du secteur informel

Tableau : Possession et montant moyen du capital par UPI selon le secteur d'activité et le milieu

	Santiago	Sao Vicente	Autres îles	Urbain	Rural	Cap Vert
<b>UPI sans capital (en %)</b>						
Industrie						
Commerce						
Services						
<b>Ensemble</b>						
<b>Montant moyen du capital par UPI (en milliers de ECV)</b>						
Industrie						
Commerce						
Services						
<b>Ensemble</b>						

### Caractéristiques du capital du secteur informel

Tableau : Structure du capital selon le milieu (en % de sa valeur)

Type de capital	Santiago	Sao Vicente	Autres îles	Urbain	Rural	Cap Vert
Terrains locaux						
Machines						
Mobilier de bureau						
Véhicules professionnels						
Outillage et autres						
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Tableau : Qualité et propriété du capital (en % de sa valeur)

Type de capital	Qualité du capital				Propriété du capital			
	Neuf	Usagé	Auto produit	Total	Propriétaire	Locataire	Prêt ou partagé	Total
Terrains, locaux								100,0
Machines								100,0
Mobilier de bureau								100,0
Véhicules professionnels								100,0
Outillage								100,0
Autres								100,0
<b>Ensemble</b>								<b>100,0</b>

Tableau : Age moyen du capital selon le milieu

Type de capital	Santiago	Sao Vicente	Autres îles	Urbain	Rural	Cap Vert
Terrains, locaux						
Machines						
Mobilier de bureau						
Véhicules professionnels						
Outillage						
Autres						
<b>Ensemble</b>						

## Financement du capital

Tableau : Mode de financement du capital selon le milieu et le secteur d'activité (en %)

	Santiago	Sao Vicente	Autres îles	Urbain	Rural	Cap Vert
<b>Epargne, don, héritage</b>						
Industrie						
Commerce						
Services						
<b>Ensemble</b>						
<b>Prêt familial</b>						
Industrie						
Commerce						
Services						
<b>Ensemble</b>						
<b>Tontine</b>						
Industrie						
Commerce						
Services						
<b>Ensemble</b>						
<b>Autres prêts</b>						
Industrie						
Commerce						
Services						
<b>Ensemble</b>						

## Investissement dans le secteur informel

Tableau : Structure de l'investissement selon le milieu et la branche d'activité

	Importance de l'investissement			Type d'investissement (% de sa valeur)					
	UPI avec capital qui investissent (%)	Montant moyen par UPI ayant investi (en ECV)	Part dans l'investissement total (%)	Terrains, locaux	Véhicule	Mobilier de bureau	Machines	Outillage /autres	Total
<b>Milieu</b>									
Santiago									100,0
Sao Vicente									100,0
Autres îles									100,0
Urbain									100,0
Rural									100,0
<b>Branche d'activité</b>									
<b>Industrie</b>									<b>100,0</b>
Agro-alimentaire									100,0
Confection									100,0
BTP									100,0
Autres industries									100,0
<b>Commerce</b>									<b>100,0</b>
Commerce de gros									100,0
Commerce détail									100,0
<b>Service</b>									<b>100,0</b>
Transport									100,0
Restauration									100,0
Réparation									100,0
Autres services									100,0
<b>Ensemble</b>									<b>100,0</b>

## Emprunt dans le secteur informel

Tableau : Importance et utilisation des emprunts selon le milieu et le secteur d'activité

	Importance de l'emprunt			Usage de l'emprunt (en %)			
	Pourcentage des UPI ayant emprunté	Part du montant total d'emprunt (%)	Montant moyen emprunté (en ECV)	Achat de matières premières ou de marchandises	Acquisition ou entretien des équipements	Autres usages	Total
<b>Milieu</b>							
Santiago							100,0
Sao Vicente							100,0
Autres îles							100,0
Urbain							100,0
Rural							100,0
<b>Secteur d'activité</b>							
Industrie							100,0
Commerce							100,0
Services							100,0
<b>Ensemble</b>		<b>100,0</b>					<b>100,0</b>

## PRODUCTION, INSERTION ET CONCURRENCE

Ce chapitre présente une analyse économique du secteur informel. Il est constitué de trois parties : l'analyse des résultats et des performances à partir du compte d'exploitation des UPI, l'insertion du secteur informel dans le système productif national et enfin la concurrence subie par ce secteur.

Tableau : Structure de la production et des coûts mensuels par branche d'activité et selon le milieu

	Structure par branche (%)			Taux de valeur ajoutée	Décomposition de la valeur ajoutée (%)			
	Chiffre d'affaires	Production	Valeur ajoutée		Masse salariale	Impôts et taxes	EBE	Total
Secteurs et branches d'activité								
Industrie								100,0
Agroalimentaire								100,0
Confection								100,0
BTP								100,0
Autres industries								100,0
Commerce								100,0
Commerce de gros								100,0
Commerce de détail								100,0
Services								100,0
Transport								100,0
Restauration								100,0
Réparation								100,0
Autres services								100,0
Total	100,0	100,0	100,0					100,0
Milieu								
Urbain								
Industrie								100,0
Commerce								100,0
Services								100,0
Total	100,0	100,0	100,0					100,0
Rural								
Industrie								100,0
Commerce								100,0
Services								100,0
Total	100,0	100,0	100,0					100,0

NB: Le taux de valeur ajoutée est le rapport de la valeur ajoutée à la production

## Résultats et performances économique du secteur informel

Tableau : Quelques indicateurs moyens du niveau d'activité des UPI par branche d'activité et milieu (Valeur moyenne en ECV par mois)

	Chiffre d'affaires	Production	Valeur ajoutée	EBE	Productivités apparentes		
					VA/L1	VA/L2	VA/K
Secteurs et branches d'activité							
Industrie							
Agroalimentaire							
Confection							
BTP							
Autres							
Commerce							
Commerce de gros							
Commerce de détail							
Services							
Transport							
Restauration							
Réparation							
Autres services							
Ensemble							
Milieu							
Urbain							
Industrie							
Commerce							
Services							
Ensemble							
Rural							
Industrie							
Commerce							
Services							
Ensemble							

NB : VA : valeur ajoutée. L1 : nombre de travailleurs. L2 : nombre d'heures de travail par mois. K : valeur du capital au coût de remplacement. VA/L1 est exprimée en ECV/travailleur. VA/L2 est exprimée en ECV/heure.

Tableau : Indicateurs moyens du niveau de bénéfices par branche d'activité et milieu (en ECV)

	Bénéfice par tête	Bénéfice par unité de capital
<b>Secteurs et branches d'activité</b>		
Industrie		
Commerce		
Services		
<b>Ensemble</b>		
<b>Milieu</b>		
<b>Urbain</b>		
Industrie		
Commerce		
Services		
<b>Ensemble</b>		
<b>Rural</b>		
Industrie		
Commerce		
Services		
<b>Ensemble</b>		

Tableau : Performances comparées des UPI selon le type d'emploi par milieu (valeurs mensuelles en milliers de ECV)

	Chiffre d'affaires		Production		Valeur ajoutée		EBE	
	Moyenne	Médiane	Moyenne	Médiane	Moyenne	Médiane	Moyenne	Médiane
<b>Type d'emploi</b>								
Auto-emploi								
Non salarial								
Salarial								
Mixte								
<b>Ensemble</b>								
<b>Milieu</b>								
<b>Urbain</b>								
Auto-emploi								
Non salarial								
Salarial								
Mixte								
<b>Ensemble</b>								
<b>Rural</b>								
Auto-emploi								
Non salarial								
Salarial								
Mixte								
<b>Ensemble</b>								

### *Insertion du secteur informel dans le système productif*

Tableau : Origine des matières premières consommées par le secteur informel selon la branche d'activité et le milieu (en % de la valeur des achats)

	Secteur public	Entreprise privée	Ménage, particulier	L'UPI elle-même	Total
<b>Secteurs et branches d'activité</b>					
<b>Industrie</b>					<b>100,0</b>
Agroalimentaire					100,0
Confection					100,0
BTP					100,0
Autres					100,0
<b>Commerce</b>					<b>100,0</b>
Commerce de gros					100,0
Commerce de détail					100,0
<b>Services</b>					<b>100,0</b>
Transport					100,0
Restauration					100,0
Réparation					100,0
Autres services					100,0
<b>Ensemble</b>					<b>100,0</b>
<b>Milieu</b>					
<b>Urbain</b>					
Industrie					100,0
Commerce					100,0
Services					100,0
<b>Ensemble</b>					<b>100,0</b>
<b>Rural</b>					
Industrie					100,0
Commerce					100,0
Services					100,0
<b>Ensemble</b>					<b>100,0</b>

Tableau : Pays d'origine des produits étrangers commercialisés par le secteur informel

Pays de provenance	Répartition des UPI commercialisant des produits étrangers (%)	Répartition du chiffre d'affaires des UPI commercialisant des produits étrangers (%)
Sénégal		
CEDEAO		
Autres pays d'Afrique		
Portugal		
Reste Europe		
Chine		
Amérique et Autres pays d'Asie/		
Reste du monde		
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Tableau : Destination du chiffre d'affaires du secteur informel selon la branche d'activité et le milieu (en % du chiffre d'affaires)

	Secteur public	Entreprise privée	Ménage/ particulier	Total
<b>Secteurs et branches d'activité</b>				
<b>Industrie</b>				<b>100,0</b>
Agroalimentaire				100,0
Confection				100,0
Autres				100,0
BTP				100,0
<b>Commerce</b>				<b>100,0</b>
Commerce de gros				100,0
Commerce de détail				100,0
<b>Services</b>				<b>100,0</b>
Transport				100,0
Restauration				100,0
Réparation				100,0
Autres services				100,0
<b>Ensemble</b>				<b>100,0</b>
<b>Milieu</b>				
<b>Urbain</b>				
Industrie				100,0
Commerce				100,0
Services				100,0
<b>Ensemble</b>				<b>100,0</b>
<b>Rural</b>				
Industrie				100,0
Commerce				100,0
Services				100,0
<b>Ensemble</b>				<b>100,0</b>

## Concurrence et formation des prix

Tableau : Origine de la concurrence subie par le secteur informel selon la branche d'activité et le milieu (en % des UPI)

	Principaux concurrents			
	Secteur public	Entreprise privée	Ménage/ particulier	Total
<b>Secteurs et branches d'activité</b>				
Industrie				<b>100,0</b>
Commerce				<b>100,0</b>
Services				<b>100,0</b>
Ensemble				<b>100,0</b>
<b>Milieu</b>				
<b>Urbain</b>				
Industrie				100,0
Commerce				100,0
Services				100,0
<b>Ensemble</b>				<b>100,0</b>
<b>Rural</b>				
Industrie				100,0
Commerce				100,0
Services				100,0
<b>Ensemble</b>				<b>100,0</b>

Tableau : Mode de fixation des prix selon la branche d'activité et le milieu (en % des UPI)

	Taux de marge	Marchandage avec le client	Fonction des prix du concurrent	Suivant le prix officiel	Suivant le prix fixé par association de producteurs	Autres	Total
<b>Secteurs et branches d'activité</b>							
<b>Industrie</b>							<b>100,0</b>
Agroalimentaire							100,0
Confection							100,0
BTP							100,0
Autres							100,0
<b>Commerce</b>							<b>100,0</b>
Commerce de gros							100,0
Commerce de détail							100,0
<b>Services</b>							<b>100,0</b>
Transport							100,0
Restauration							100,0
Réparation							100,0
Autres services							100,0
<b>Ensemble</b>							<b>100,0</b>
<b>Milieu</b>							
<b>Urbain</b>							
Industrie							100,0
Commerce							100,0
Services							100,0
<b>Ensemble</b>							<b>100,0</b>
<b>Rural</b>							
Industrie							100,0
Commerce							100,0
Services							100,0
<b>Ensemble</b>							<b>100,0</b>

## LE SECTEUR INFORMEL ET L'ETAT

La dynamique des relations entre le secteur informel et l'Etat a été, à l'origine, marquée par des litiges du fait que ce secteur était considéré comme faisant une concurrence déloyale au formel. Par la suite, la part du secteur informel dans l'économie s'est progressivement accrue permettant ainsi de soulager dans une certaine mesure les pouvoirs publics devant l'épineux problème du chômage. Ce chapitre décrit les modes de collaboration entre le secteur informel et l'Etat.

### La déclaration d'activité

Tableau : Raisons du non enregistrement des unités de production informelles (en % des UPI)

Type de registre	Taux de non enregistrement	Raisons du non enregistrement (% des UPI non enregistrées)						Total
		Trop cher	En cours d'inscription	Non obligatoire	Ne sait pas s'il faut s'inscrire	Ne veut pas collaborer avec l'Etat	Autres	
N° contribuable								100,0
Registre de commerce								100,0
Carte professionnelle								100,0
CNPS								100,0
<b>Ensemble*</b>								<b>100,0</b>

\*Les valeurs de la ligne ensemble représentent le score moyen des différentes raisons de non enregistrement des UPI pour l'ensemble des registres.

### Les litiges avec l'Etat

Tableau : Mode de règlement des litiges avec l'Etat selon le secteur d'activité et le milieu

	Proportion d'UPI ayant eu un problème avec l'Etat	Type de problèmes rencontrés avec l'Etat (%)					
		Liés au local	Liés aux impôts	Liés aux produits vendus/utilisés	Liés à la qualité des produits	Autres	Total
<i>Secteur d'activité</i>							
Industrie							100,0
Commerce							100,0
Services							100,0
<i>Milieu de résidence</i>							
Urbain							100,0
Rural							100,0
Cap Vert							100,0

### Formaliser le secteur informel ?

Tableau : Situation des UPI par rapport à l'impôt et l'enregistrement (en % des UPI)

		Est prêt à payer les impôts sur son activité			Ensemble
		Paie déjà	Oui	Non	
Est prêt à enregistrer l'activité auprès de l'administration	Oui	9,9	13,4	1,5	<b>24,8</b>
	Non	3,6	6,0*	47,3	<b>56,9</b>
	Ne sait pas	1,8	4,2	12,3	<b>18,3</b>
<b>Ensemble</b>		<b>15,3</b>	<b>23,6</b>	<b>61,1</b>	<b>100,0</b>

Tableau: Intégration dans les circuits formels selon le type d'UPI (en % des UPI)

Type d'UPI	Prêt à enregistrer son UPI auprès de l'administration	Prêt à payer les impôts sur l'activité
Non salariale	23,7	37,9
Salariale	48,4	62,0
<b>Ensemble</b>	<b>25,0</b>	<b>39,1</b>

## PROBLEMES ET PERSPECTIVES

Le présent chapitre porte sur trois points essentiels : les problèmes rencontrés par le secteur informel, les aides souhaitées et les perspectives d'avenir. Afin d'appréhender les tendances qui sont exposées, il est nécessaire d'analyser le mode d'insertion des actifs dans l'informel, mais aussi les stratégies mises en place pour se procurer le maximum de profit.

### *Les difficultés rencontrées par le secteur informel*

Tableau: Principales difficultés rencontrées selon le secteur d'activité (en %)

	Secteur d'activité			Ensemble
	Industrie	Commerce	Services	
Trop de concurrence				
Manque de clientèle/Problème de débouché				
Difficulté d'approvisionnement en matières premières et produits vendus				
Problème de trésorerie/Manque de liquidité				
Manque de machine, d'équipements				
Manque de place, de local adapté				
Difficultés d'organisation, de gestion				
Trop de réglementations, d'impôts et de taxes				
Difficultés techniques de fabrication				
Recrutement de personnel qualifié				
Autres problèmes				

Tableau: Principales difficultés qui risquent de faire disparaître l'établissement selon le secteur d'activité (en %)

	Secteur d'activité			Ensemble
	Industrie	Commerce	Services	
Manque de clientèle/Problème de débouché				
Manque de liquidité/ Problème de trésorerie				
Pas de risque de disparition				
Trop de concurrence				
Manque de matières premières/marchandises				
Problème de machines, d'équipements				
Trop de réglementations, d'impôts, de taxes				
Problème de locaux, de place				
Problème d'organisation, de gestion				
Problèmes techniques de fabrication				
Manque de personnel qualifié				
Autres problèmes				
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

## Les aides souhaitées par les opérateurs du secteur informel

Tableau : Aides souhaitées par les chefs d'unités de production informelles selon le secteur d'activité et le milieu (en %)

	Secteur d'activité			Milieu		Ensemble
	Industrie	Commerce	Services	Urbain	Rural	
Accès à des grosses commandes						
Accès au crédit						
Assistance pour approvisionnement						
Accès aux informations sur le marché						
Accès à des machines modernes						
Publicité pour les nouveaux produits						
Formation à l'organisation des comptes						
Formation technique						
Enregistrement de l'activité						
Autres						
Aucune aide						

Tableau : Utilisation d'un crédit par les unités de production informelles par secteur d'activité et milieu (en % des UPI)

Utilisation prioritaire d'un éventuel crédit	Secteur			Milieu		Ensemble
	Industrie	Commerce	Services	Urbain	Rural	
<b>Croissance intensive</b>						
Accroissement du stock de matières premières						
Amélioration du local, de l'emplacement						
Amélioration des machines, mobilier, outil						
Embauche						
<b>Croissance extensive</b>						
Ouverture d'un autre établissement dans la même activité						
Ouverture d'un autre établissement dans une autre activité						
<b>Engager des dépenses en dehors de l'établissement</b>						
Autres						
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

## Les perspectives d'avenir du secteur informel

Tableau : Stratégie en cas de réduction de la demande par secteur d'activité et milieu (en % des UPI)

Stratégie	Secteur d'activité			Milieu		Ensemble
	Industrie	Commerce	Services	Urbain	Rural	
Diversification des activités						
Abandon de l'activité						
Réduction du bénéfice						
Recherche d'un autre emploi						
Amélioration de la qualité des produits						
Réduction du nombre de salariés						
Réduction des salaires						
Autre						
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Tableau : Perspectives d'avenir des chefs d'UPI (en % des UPI)

	L'UPI a un avenir	Désir de voir les enfants reprendre l'activité
<b>Secteurs et branches d'activité</b>		
<b>Industries</b>		
Confection		
Agroalimentaire		
BTP		
Autres		
<b>Commerce</b>		
Commerce de gros		
Commerce de détail		
<b>Services</b>		
Transport		
Restauration		
Réparation		
Autres services		
<b>Statut du promoteur</b>		
Patron		
Compte propre		
<b>Sexe du promoteur</b>		
Homme		
Femme		
<b>Age du promoteur</b>		
Moins de 25 ans		
25 à 45 ans		
45 ans et plus		
<b>Ancienneté du promoteur</b>		
Moins d'un an		
1 à 3 ans		
3 ans et plus		
Jamais scolarisé		
Primaire		
Secondaire		
Supérieur		
Ensemble		

## CONCLUSION

**Annexe : Tableau récapitulatif des principaux indicateurs du secteur informel par milieu de résidence et secteur d'activité**

Indicateurs	Milieu		Secteur d'activité			Ensemble
	Urbain	Rural	Industrie	Commerce	Services	
Répartition des UPI par secteur						
% Industrie						
% Commerce						
% Service						
Conditions de travail						
% UPI avec local						
% UPI avec local disposant d'eau						
% UPI avec local disposant d'électricité						
% UPI avec local disposant d'un téléphone						
Organisation du travail						
Taux de salarisation (en %)						
Taille moyenne des UPI						
Type d'emploi ( en % des UPI)						
Auto-emploi						
Non salarial (promoteur + autre(s) employé(s) non salarié(s))						
Salarial (promoteur + autre(s) employé(s) salarié(s))						
Mixte (promoteur + autre(s) employé(s) salarié(s) et non salarié(s))						
Caractéristiques démographiques des actifs informels						
% des femmes						
% des jeunes de moins de 25 ans						
Niveau moyen d'études (en année)						
Ancienneté moyenne dans l'emploi (en année)						
Revenus et horaires de travail						
Revenu mensuel moyen par actif (en ECV)						
Revenu mensuel médian (en ECV)						
Horaire hebdo moyen (en heure)						
Revenu horaire moyen (en ECV)						
Capital						
% UPI sans capital						
Montant moyen du capital par UPI (en ECV)						
Investissement						
% UPI ayant investi au cours des 12 derniers mois						
Montant moyen de l'investissement par UPI (en ECV)						
Emprunt						
% UPI ayant emprunté au cours des 12 derniers mois						
Montant moyen de l'emprunt par UPI (en ECV)						
Poids économique						
Chiffre d'affaires mensuel moyen par UPI (en ECV)						
Production mensuelle moyenne par UPI (en ECV)						
Valeur ajoutée mensuelle moyenne par UPI (en ECV)						
Performances économiques						
Productivité apparente du travail (en milliers ECV)						
Productivité horaire du travail (en ECV)						
Productivité apparente du capital (en ECV)						
Perspectives d'intégration des circuits officiels						
% UPI prêtes à se faire enregistrer						
% UPI prêtes à payer un impôt sur l'activité						
Perspectives selon le chef d'UPI						
% UPI ayant un avenir selon l'avis du chef						
% des chefs d'UPI désirant voir leurs enfants continuer						

## *Annexe : Concepts et indicateurs*

Aide familial : Personne occupant un emploi dans une entreprise exploitée par un parent vivant souvent dans le même ménage, mais qui ne peut pas être considérée comme associée.

Apprenti : Personne admise dans une entreprise pour acquérir une formation professionnelle. Elle peut être rémunérée ou non rémunérée.

Employeur (ou patron) : Individu travaillant pour son propre compte ou avec un ou plusieurs associés, occupant un emploi à titre indépendant, et qui emploie une ou plusieurs personnes salariées dans son unité.

Propre compte : Personne occupant un emploi à titre indépendant, mais qui n'emploie aucun salarié et peut néanmoins travailler avec des aides familiaux et/ou des apprentis.

Salarié : Individu ayant un emploi rémunéré en espèces et/ou en nature de façon régulière et selon une périodicité définie, titulaire d'un contrat de travail, explicite ou implicite, avec le même employeur continûment.

Secteur informel : Ensemble des unités de production qui ne possèdent pas de N° de contribuable et/ou ne tiennent pas une comptabilité formelle.

Taux de salarisation : Rapport du nombre de salariés à l'effectif total des travailleurs.

Travailleurs indépendants : Ensemble des patrons et travailleurs pour compte propre.

Unité de production : unité élémentaire, mobilisant des facteurs de production (travail, capital) pour générer une production et une valeur ajoutée au sens de la comptabilité nationale. L'unité de production se confond avec l'établissement lorsque l'activité s'exerce dans un lieu physique spécifiquement conçu à cet effet (boutique, atelier, échoppe). Elle est assimilée à un « pseudo-établissement » lorsqu'il n'existe pas de lieu (activité à domicile, activité ambulante). Par exemple, une couturière travaillant seule à domicile et confectionnant des vêtements pour ses clients est associée à une unité de production de la branche « *confection* ». De la même façon, un vendeur de cigarettes au détail sur la voie publique est associé à une unité de production de la branche « *commerce* ».

Quelques concepts de comptabilité nationale:

*Production* = Montant des ventes (chiffre d'affaires) + coût des produits finis consommés par les ménages

des l'UPI + variation de stocks de produits finis - coût des produits achetés et revendus en l'état.

*La production n'est sensiblement différente du chiffre d'affaires que pour les « commerces ».*

*Valeur ajoutée (VA) = production - consommations intermédiaires.*

*Excédent Brut d'Exploitation (EBE) = valeur ajoutée - (masse salariale + impôts indirects, nets de subvention).*

*Dans le cas du secteur informel, l'EBE est un revenu mixte qui rémunère aussi bien le travail de l'entrepreneur individuel que le capital avancé.*

*Taux de marge = EBE/VA. Cependant, dans le cas des activités commerciales, les marges peuvent être définies comme la différence entre le chiffre d'affaires et le coût des produits achetés et revendus en l'état. On peut alors calculer un taux de marge commerciale [marge/coût des produits achetés en l'état pour revente], différent du taux de marge au sens de la comptabilité nationale.*

*Masse salariale* = Rémunérations et primes du personnel + Cotisations sociales

*Coefficient du capital* = Capital / Production

*Investissement* = Valeur des équipements ou matériels acquis au cours des douze mois ayant précédé l'enquête

*Taux d'investissement* = Investissement / Valeur ajoutée

## **TERMES DE REFERENCE**

### **ASSITANCE TECHNIQUE POUR L'ENQUÊTE SUR EMPLOI ET LE SECTEUR INFORMEL**

#### **Deuxième mission**

##### ***1. Contexte***

L'enquête sur l'emploi et le secteur informel a pour objectif de fournir des informations sur la participation au marché de travail, les caractéristiques de l'emploi, les activités informelles et la sécurité sociale. Aussi, elle a pour objectif de recueillir des informations sur la contribution du secteur informel dans l'économie nationale.

Une adaptation de la phase 2 des enquêtes 1 2 3 développés par DIAL et réalisées dans plusieurs pays devrait permettre de répondre aux objectifs relatifs au secteur informel, notamment en ce qui concerne la collecte d'informations pertinentes pour la mesure de son poids dans l'économie Capverdienne.

Toutefois, l'INE n'ayant pas d'expérience dans la réalisation d'une enquête sur le secteur informel, il s'avère indispensable dans le cadre des bonnes pratiques de recourir à une consultation dans ce domaine.

##### ***2. Objectif Général***

Cette assistance technique a pour but d'appuyer l'INE à la réalisation de l'enquête sur le secteur informel.

Plus spécifiquement, le consultant a pour tâche de:

- Appuyer l'INE dans la formation de agents enquêteurs;
- Faire des propositions dans l'amélioration du questionnaire et autres aspects méthodologiques;
- Participer à la supervision de l'enquête;
- Appuyer l'équipe dans la définition du plan d'analyse.

##### ***3. Description des Activités***

Le consultant travaillera en étroite collaboration avec les coordonnateurs de l'enquête et l'équipe chargée de l'enquête créée à cet effet.

#### ***4. Résultats Escomptés***

- Formation des enquêteurs réalisée
- Supervision de l'enquête
- 
- Recommandations et orientations sur la méthodologie de l'enquête définie ;
- Le plan d'analyse validé.

#### ***5. Durée et Lieu d'Exécution***

La consultation se fera sur une période de 7 jours, du 21 au 28 novembre 2010.

#### ***6. Recrutement***

Le consultant à recruter est un statisticien ou démographe, ayant au moins 5 ans d'expériences dans le domaine des enquêtes sur l'emploi et de l'expérience dans la réalisation des enquêtes 1 2 3.

#### ***6. Rapports***

Le consultant devra produire un rapport détaillé en langue française à l'issue de la mission.

Praia, le 15 janvier 2010.